

### Update on the context and situation of children

Le Bénin est un pays de l'Afrique de l'Ouest à faible revenu avec une population estimée à 11.884.27<sup>[1]</sup> en 2019 et majoritairement rurale (55,4%) avec 51 % d'enfants et 25,6% d'adolescents.

L'année 2019 marque la première année de mise en œuvre du nouveau programme de coopération 2019-2023 qui a débuté dans un climat sociopolitique difficile en raison des tensions qui ont caractérisé la vie politique pendant l'organisation des élections législatives d'avril 2019. Le pays a traversé une crise politique inédite marquée par des violences postélectorales, avec pertes en vies humaines. Cette crise est née d'un différend entre le Gouvernement et les partis de l'opposition sur les critères de recevabilité des candidatures, qui a engendré la non-participation des partis de l'opposition au scrutin. Bien que la situation se soit considérablement améliorée grâce à plusieurs initiatives d'apaisement et de médiation, des efforts restent à faire pour un retour total à l'harmonie nationale.

Cette situation politique couplée à la fermeture de la frontière entre le Bénin et le Nigéria semblent avoir eu un impact limité sur les activités économiques. En effet, l'année 2019 a été marquée par une consolidation de la croissance économique. Selon le Fonds Monétaire International, la croissance économique du Bénin devrait s'établir à 6,7<sup>[2]</sup>% en 2019 contre 6,3% en 2018 et 5,8% en 2017.

L'accélération de la croissance en 2019 serait principalement à la vitalité de l'activité dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics résultant de la mise en œuvre effective du Programme d'Action du Gouvernement (PAG 2016-2021), à la progression favorable de l'activité dans la branche de l'agro-industrie induite par les bonnes performances du secteur agricole, en particulier la bonne tenue de la production de coton, et au dynamisme du Port de Cotonou. Toutefois, cette croissance économique ne s'est pas traduite par une redistribution inclusive et équitable et demeure insuffisante pour réduire durablement la pauvreté et les vulnérabilités de la population, notamment des couches les plus vulnérables. En effet, quatre ménages sur 10 vivent en dessous du seuil de pauvreté. Cette pauvreté affecte sévèrement le bien-être des enfants.

Sur le plan social, les mouvements de grèves répétées dans les secteurs sociaux vitaux (l'éducation et la santé) ont connu un répit depuis le vote de la loi 2018-34 modifiant et complétant la loi 2001-09 du 21 juin 2002 portant exercice du droit de grève au Bénin. L'application de cette loi a permis de limiter les impacts négatifs des grèves sur la population vulnérable, notamment sur les enfants en ce qui concerne l'éducation.

Sur le plan humanitaire, la situation dans les pays du Sahel Central limitrophes du Bénin caractérisée par l'élargissement de zones d'opérations des groupes extrémistes armés, représente un risque réel de débordement vers les régions du nord du Bénin. Non maîtrisée, cette situation pourrait conduire soit à un flux de réfugiés, soit à des déplacements internes des populations si la situation sécuritaire du nord du Bénin venait à se détériorer. Par ailleurs, le pays reste l'objet des épidémies de choléra, de la fièvre à virus Lassa, de la Dengue et de la méningite. Il est noté en 2019, la résurgence de la polio (dérivé vaccinal - cVDPV) avec 7 cas notifiés.

Le suivi de la mise en œuvre des programmes du gouvernement entre 2015 et 2018 montre que des progrès ont été accomplis dans certains secteurs notamment la santé (Taux de mortalité infanto-Juvenile de 980/000 à 960/000) et la protection de l'enfant (travail des enfants de 52.5% à 32.9%). 2019 a marqué la première année de mise en œuvre des cadres programmatiques clés adoptés par le Gouvernement, notamment le Plan National de Développement (PND 2018-2025), le Programme de Croissance pour le Développement Durable (PC2D) et les plans sectoriels de l'éducation et de la santé. Ces documents qui opérationnalisent le PAG sont alignés aux cibles des Objectifs de développement durable (ODD) priorisés par le Gouvernement. La collecte des données de suivi réalisée en fin 2019, permettra à la sortie du rapport final d'apprécier les progrès entre 2018 et 2019.

La progression vers l'atteinte des résultats clés pour les enfants (KRC) pour lesquels UNICEF s'est engagé évolue positivement. S'agissant du KRC1 "vaccination", les efforts d'accélération sont prometteurs. L'approche équité initiée par UNICEF dans 2 départements a permis de montrer le gap d'environ 25000 enfants à vacciner dont 21000 ont pu être rattrapé à travers le ciblage des populations des communautés peu ou pas desservies. La mise à l'échelle de cette approche permettra d'accélérer le progrès vers la couverture vaccinale visée pour ce KRC1 en 2021.

Les efforts sur l'amélioration des résultats d'apprentissages scolaires (KRC4) portent des fruits. Les examens nationaux indiquent une amélioration des résultats entre 2018 et 2019 avec des taux de succès passant de 64,44% à 84,18% pour le CEP et de 28,63% à 56,72% pour le BEPC. Le déficit en enseignants est en cours de résorption avec le recrutement de plus de 13.000 enseignants dans le primaire et le secondaire à la rentrée de 2019.

Des progrès notables ont été réalisés par rapport à l'accès des enfants aux services sociaux de base de Protection. En effet, les acteurs renforcés ont été capables d'offrir des services de meilleure qualité sur le plan social, sécuritaire, juridique/judiciaire et sanitaire. Plusieurs leaders religieux, préfets, enfants et adolescents se sont engagés dans la lutte contre les violences, y compris le mariage des enfants, contribuant au progrès des KRC 5&6. On note également un accroissement de cas dénoncés par la population et poursuivis par la justice. Néanmoins, de nombreux enfants continuent d'être confrontés à de multiples formes de violences. La proportion d'enfants âgés de 1-14 ans victimes de discipline violente est à 91%, le mariage des enfants reste un problème avec 30,6% des filles mariées de moins de 18 ans et 9,4% de celles de moins de 15 ans (EDS 2017/2018). Cette situation s'explique par la persistance de normes sociales préjudiciables aux enfants, la non mise à échelle des stratégies et des interventions de prévention et de protection, l'insuffisance de ressources accordées aux secteurs en charge de la protection de l'enfant.

[1] Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE), Recensement Général de la Population et de l'Habitation, 2014

[2] Rapport d'avancement 2018 de Programme de Croissance pour le Développement Durable, MEF

### Major contributions and drivers of results

Le programme pays de l'UNICEF est parfaitement aligné au Cadre de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies 2019-2023 (ancien UNDAF) qui lui-même est aligné aux priorités nationales. En 2019, première année de mise en œuvre de son programme, UNICEF a avec à l'esprit la promesse de l'agenda 2030 de « ne laisser personne de côté », renforcé son attention sur l'équité pour contribuer à l'accélération des résultats clés pour les enfants (KRC), en particulier la vaccination (KRC1), la qualité de l'éducation (KRC4), et la prévention des violences contre les enfants (KRC5).

#### GA1 : Chaque enfant survit et s'épanouit

En ligne avec le résultat clé pour les enfants portant sur la **vaccination (KRC1)** tel que priorisé dans l'AMP 2019, l'approche "Atteindre chaque enfant du BENIN : vers la suppression des causes d'iniquité" a été mise en œuvre dans 14 communes du programme puis étendue à 18 autres sous financement GAVI. Cette approche centrée sur 10 composantes essentielles du PEV a permis de vacciner plus de 42.000 enfants de 0-11 mois dans les communes du Borgou et de l'Alibori et parmi eux 21.000 ont été touchés grâce au réajustement de la cible par l'utilisation de nouveaux outils ainsi que le ciblage des communautés peu ou pas desservies. Initiée par UNICEF, l'approche est mise en œuvre par les districts sanitaires avec son appui technique et financier. Grâce au plaidoyer de l'UNICEF, le ministère de la santé s'est approprié de l'approche et GAVI s'est engagé à soutenir sa mise à l'échelle dans le cadre du financement RSS2. Si cette approche est portée à l'échelle dans l'ensemble de districts sanitaires à partir de 2020, le Benin sera sur la bonne voie pour atteindre l'objectif du KRC1 en 2021.

Pour améliorer la qualité des soins, UNICEF a développé et mis en œuvre, dans la zone sanitaire de ZoBoZa, un modèle de

soins optimisé en faveur du couple mère-nouveau-né centré sur les 1.000 premiers jours, incluant, l'institutionnalisation d'un dispositif d'évaluation des compétences individuelles des agents de santé dans les formations sanitaires, le renforcement de l'offre de soins cliniques aux mères et aux nouveau-nés, et l'optimisation des activités communautaires avec les visites à domicile des nouveau-nés couplées à l'offre de soins Kangourou pour les faibles poids de naissance qui ont bénéficié de surveillance en temps réel avec l'utilisation d'une innovation technologique «le bracelet électronique/BEMPU». Cette intervention a permis d'avoir des résultats très encourageants matérialisés par une augmentation entre 2018 et 2019 : de 16% à 85% la proportion des nouveau-nés ayant bénéficié d'un examen systématique à la naissance, de 37% à 84% des nouveau-nés séjournant dans les maternités au moins 48h avant la sortie et de 70 à 87% la disponibilité des équipements de réanimation et intrants de soins du nouveau-né. L'introduction de bracelets électroniques dans le suivi des nouveau-nés de faible poids a permis de sauver la vie de 218 bébés en 5 mois dans cette seule zone sanitaire. Ce modèle a été adopté par le ministère de la santé et la Banque Mondiale, l'USAID et la Coopération Belge ont exprimé l'intérêt de soutenir sa mise à l'échelle. Sa mise à l'échelle sauverait des milliers de bébés vulnérables, surtout dans les zones défavorisées.

Les actions de prévention de la malnutrition ont été renforcées à travers la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant grâce aux efforts complémentaires de l'UNICEF et des autres partenaires (BM, Plan International, CARE, CRS). Un accent particulier a été mis sur la supplémentation en Vitamine A par l'UNICEF, permettant à 96% de la cible des enfants de 9-59 mois de bénéficier de 2 doses annuelles de Vit A. Ceci, grâce au couplage de la supplémentation de la Vitamine A à la campagne contre la rougeole-rubéole en mars et lors de la semaine survie de l'enfant en décembre 2019 avec un paquet intégrant la vaccination, la vitamine A, le déparasitage à l'Albendazole et le dépistage de la malnutrition sévère.

Le renforcement des capacités des formations sanitaires offrant le traitement de la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) a permis d'augmenter de 71% à 84.9% la proportion de celles ayant atteint au moins un taux de guérison de 75% dans la zone d'intervention du programme sur une cible planifiée de 75%. Ainsi, ce sont 25.491 nouveaux cas d'enfants MAS qui ont été admis de janvier à octobre, parmi lesquels 12.934 ont été déchargés du programme avec un taux de guérison de 87,9%.

Dans le domaine du VIH-SIDA, le diagnostic précoce des enfants nés de mères séropositives s'est significativement amélioré passant de 65% en 2018 à 74.4% en 2019. Ceci, grâce à l'engagement du gouvernement avec l'appui technique et financier de l'UNICEF et des autres partenaires techniques et financiers.

### **GA2 : Chaque enfant apprend**

UNICEF a mis un accent particulier sur **l'amélioration des apprentissages scolaires (KRC4)** et a obtenu les résultats importants ci-dessous.

Grâce à la collaboration de l'UNICEF avec EDUCO, Plan International et la Fondation MTN, plus de 200.000 enfants (46% de filles) du primaire et du secondaire, ont été dotés en kits de fournitures scolaires contre 65.000 prévus dans l'AMP 2019. Ce résultat a été obtenu grâce au renforcement de la synergie dans la planification et la répartition des rôles entre partenaires. La distribution des kits scolaires vise la réduction des coûts directs de scolarisation supportés par les familles et contribue aux apprentissages scolaires des enfants. Par ailleurs, grâce à une collaboration avec la Fondation Batonga et TOMS Shoes, 65.000 paires de chaussures ont été distribuées aux filles du secondaire dans les 23 communes de l'Alibori, du Borgou et du Zou pour les encourager à rester à l'école.

Un plan de formation continue des enseignants de la maternelle et du primaire a été élaboré avec l'appui de l'UNICEF, en réponse à la faible capacité des enseignants. Dans le but de renforcer le rôle des enseignants dans la création d'un environnement scolaire sécurisé pour les filles et les garçons, les thématiques relatives à la lutte contre les violences faites aux enfants (surtout les filles en milieu scolaire), l'éducation à la santé sexuelle, l'éducation à la paix, etc. ont été intégrées dans ce plan de formation.

Les capacités de huit circonscriptions scolaires dans les départements ciblés, ont été renforcées dans le suivi de proximité des enseignants dans les écoles par une dotation en matériels roulants et dans le suivi de la fréquentation et du maintien des enfants à l'école

Cent cinquante-quatre comités de gestion scolaire ont été mis en place et 107 acteurs locaux formés pour renforcer les capacités des communautés dans la cogestion de l'école y compris le suivi de la fréquentation et des résultats scolaires de leurs enfants dans le cadre d'une collaboration entre l'UNICEF et Aide et Action, EDUCO, et l'Institut Africain pour le Développement de la Famille.

En tant que chef de file des partenaires de l'éducation au Bénin, l'UNICEF a coordonné le dialogue politique et le plaidoyer impliquant les PTFs majeurs dans l'éducation. Ces efforts de dialogue politique ont contribué entre autres choses à la création d'une structure nationale de suivi et d'évaluation des apprentissages à la maternelle et au Primaire et au recrutement d'environ 13.000 enseignants dans l'éducation de base.

### **GA3 : Chaque enfant est protégé contre la violence et l'exploitation**

Le système de protection de l'enfant a été renforcé par l'opérationnalisation en 2019 d'un nouveau système d'information SIDoFFE-NG assortie d'une application Web. Ce système a bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF, la Coopération Suisse et Terre des Hommes pour son opérationnalisation dans 48 sur 85 CPS. Le pays dispose désormais des statistiques de routine désagrégées sur le phénomène des violences. Il en découlera un tableau de bord social qui contribuera à renseigner les cibles annuelles des KRCs 5&6 et des ODD 5, 8, et 16.

Pour la prise en charge intégrée et de qualité des enfants, l'UNICEF en partenariat avec les ONG a contribué aux efforts du gouvernement pour favoriser l'accès et l'utilisation des services de protection de qualité par plus d'enfants (KRC5). Ces actions conjointes ont facilité la mise en œuvre des plans d'action aux niveaux départemental et communal selon l'approche équité, avec comme résultats : 1) 8.763 enfants (4.856 filles) à risque et/ou victimes de violence contre 5.888 (3.664) en 2018 ont bénéficié de services sociaux dont 422 enfants handicapés contre 225 en 2018 ont eu accès à une réhabilitation à base communautaire ; 2) 320 enfants victimes d'abus sexuels contre 116 en 2018 ont bénéficié d'une prise en charge complète grâce aux services multisectoriels offerts par les Centres Intégrés de Prise en Charge des victimes de Violences Basées sur le Genre appuyés par l'UNICEF. Les capacités des 487 acteurs de protection (141 femmes) ont été renforcés sur différentes thématiques de protection de l'enfant et la Ligne d'Assistance aux Enfants a été finalisée.

L'interopérabilité des services d'enregistrement de naissances avec ceux de santé au niveau national et décentralisé a été améliorée et un système de déclaration des naissances par SMS via RapidPro rendu fonctionnel grâce à l'assistance technique et financière de l'UNICEF au gouvernement. Ce système permet d'adresser les difficultés liées aux distances ou à l'indisponibilité des centres d'état civil, contribuant ainsi à l'amélioration des chances des enfants à disposer de leur acte de naissance (KRC7).

Au niveau communautaire, les actions de lutte contre les violences, y compris le mariage des enfants ont été relancées afin de lever les goulots sur les normes sociales en lien avec les KRC 5&6 grâce aux efforts engagés par le gouvernement. Le partenariat stratégique de l'UNICEF avec l'ONG DEDRAS en appui au gouvernement a permis de mener des actions de sensibilisation avec les populations, les adolescent(e)s et jeunes, les leaders religieux, et les parents atteignant plus de 11.000 personnes. En outre, les capacités de plus de 400 comités de veille de protection ont été renforcées. Enfin, les préfets des départements du Borgou et de l'Alibori ont mobilisé et sensibilisé les leaders religieux notamment les imams qui disposent désormais de registres pour le contrôle de l'âge des mariés pour éviter le mariage des enfants.

### **GA4 : Chaque enfant vit dans un environnement sûr et propre**

Le programme pays, vise la réduction du nombre de personnes déféquant à l'air libre de 5.988.809 soit 55 % en 2017 à 3.400.000 soit 34 % en 2023. En 2019, la contribution de l'UNICEF a permis de réduire le taux de défécation à l'air libre de 54% en 2018 à 53%, avec 123.769 nouvelles personnes ayant abandonné la défécation à l'air libre et adoptées des comportements favorables à la santé. Cette performance a été obtenue grâce au partenariat axé sur les résultats et le renforcement de la maîtrise d'œuvre en ATPC développé avec les communes. La synergie et la convergence des interventions d'assainissement et de nutrition ont été renforcées dans 743 localités FDAL. Suite au partenariat avec les ONGs, Organisations à Base Communautaire et les communes, 380 nouvelles localités ont été déclenchées et les interventions de suivi pour le maintien du statut FDAL se poursuivent. Le programme n'a pas atteint sa prévision annuelle en 2019 et pour inverser la tendance une meilleure responsabilisation des communes dans le déclenchement des nouvelles localités et le suivi des activités de maintien sera utilisée comme une stratégie d'accélération en plus du partenariat avec les ONG.

### **GA5 : Chaque enfant a les mêmes chances de réussir dans la vie**

L'accroissement du budget des secteurs sociaux était de seulement 1,3% entre 2018 et 2019. Le plaidoyer conduit par UNICEF et ses partenaires, notamment la GIZ, la Banque Mondiale et Social Watch Bénin (SWB) a contribué un accroissement de 10,1% de ce budget entre 2019 et 2020 atteignant 491,6 milliards de FCFA, en alignement avec le résultat clé du programme 2019-2023 "amélioration de la part du budget affectée aux secteurs sociaux de base".

En 2019, l'appui de l'UNICEF à la production et dissémination d'outils de plaidoyer a contribué à l'augmentation des ressources d'investissement nécessaires au bon fonctionnement des Centres de Promotion Sociale, passant de 300 millions à 1,725 milliards de FCFA. Ce résultat a été obtenu grâce à la collaboration étroite avec la Direction Générale du Budget et l'appui institutionnel pour la mise en œuvre du Plan d'action de la transparence budgétaire et de la redevabilité ainsi que le partenariat avec la société civile, en particulier SWB pour le renforcement du plaidoyer auprès du Gouvernement et du Parlement.

La spatialisation des cibles des ODDs, réalisée avec l'appui technique et financier de UNICEF, UNFPA, PNUD et de GIZ à la Direction générale de la coordination et du suivi des ODD, a permis de rendre plus efficace l'intégration des cibles prioritaires dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques et des stratégies de développement au niveau local, ainsi que de mettre les priorités, besoins et ressources des communes au centre du développement durable.

### **Situations d'urgence**

Suite à la sollicitation du gouvernement à la suite des inondations dans 22 communes, UNICEF en coordination avec les autres agences du système des nations unies a appuyé l'Agence Nationale de Protection Civile pour la conduite d'une évaluation de la situation, en particulier celle des enfants et l'assistance au sinistres. Grâce à cet appui, 6.000 puits ont été désinfectés donnant accès à 28.000 personnes à l'eau de qualité dans les zones affectées ; plus de 51.460 ménages ont bénéficié de comprimés Aquatabs pour le traitement de l'eau de boisson et ces populations à risque ont reçu des messages sur la promotion de l'hygiène, le lavage des mains, le nettoyage de récipients d'eau de boisson, etc. Ces différentes actions ont contribué à la prévention de l'éclosion de cholera dans les communes affectées.

L'UNICEF en coordination avec les autres partenaires, a soutenu les actions de communication, assuré la logistique et la gestion des déchets pour les 8 campagnes de riposte en réponse à l'épidémie de Polio (cVDPV2) permettant d'avoir une couverture d'au moins 95% de la cible. Par ailleurs, les actions de riposte contre la fièvre hémorragique Lassa ont été menés à travers la sensibilisation et l'équipement du centre d'isolement de Parakou.

Afin d'améliorer les capacités locales dans la prise en charge des urgences, une formation pratique été organisée avec l'appui de l'UNICEF en faveur des 31 membres de la plateforme communale de réduction des risques, des représentants des ONG et des structures déconcentrées de trois communes.

### Principes normatifs, y compris la dimension genre et les aspects transversaux

La réforme du SNU effective en janvier 2019 a pris corps au Bénin et UNICEF joue pleinement sa partition dans son opérationnalisation. C'est ainsi par exemple qu'UNICEF a participé 1) au recrutement du personnel du Bureau de Coordinateur Résident, 2) à la soumission conjointe au SDG Fund (bien que notre proposition n'ait pas été sélectionnée), 3) au recrutement conjoint d'un agent local de sécurité pour la partie nord du pays, 4) aux différents groupes de l'Equipe Pays, PMT (Président), OMT, InfoCom (vice-Président). Il est à noter aussi que Représentant de l'UNICEF a servi plus de 60 jours comme intérimaire du Coordonnateur Résident.

Pour opérationnaliser le Chapitre Commun, UNICEF, UNFPA et PNUD ont, sur la base du Cadre de Coopération pour le Développement Durable des Nations Unies et de leurs avantages comparatifs et mandats, convenu sur trois domaines prioritaires d'action conjointe, notamment : 1) Amélioration de la santé des adolescents et de la santé maternelle sous le lead de l'UNICEF avec une initiative amorcée sur la gestion de l'hygiène des menstrues, de la prévention de l'anémie et de l'Education à la Santé Sexuelle dans le Département du Zou, 2) Réalisation de l'égalité des sexes et autonomisation des femmes et des fille sous le lead de l'UNFPA, non encore amorcée ; et 3) Amélioration de la disponibilité de données désagrégées et meilleure utilisation de ces données au service du développement durable sous le lead du PNUD qui a déjà permis le développement d'un projet conjoint d'appui à la statistique pour le suivi de l'agenda 2030. Le plan de travail de ce projet a été avec la participation du Gouvernement.

La célébration des 30 ans de la CDE fut une opportunité majeure d'intense plaidoyer en faveur des droits des enfants et de promotion de leur participation. UNICEF a porté la voix des enfants du Bénin en mobilisant un réseau important de jeunes dans ses actions. En collaboration avec l'Association Nationale des Conseils d'Enfants du Bénin et l'Union des Professionnels des Médias du Bénin, l'UNICEF a accompagné l'organisation d'un forum national des enfants qui a formulé un document de plaidoyer -- "Le Bénin dont rêve les enfants"-- transmis au Chef de l'Etat par le Coordinateur Résident du SNU. Avec l'accompagnement de l'UNICEF en collaboration avec UNFPA, Plan International et CARE, les enfants avaient pris le contrôle (Takeover) du plaidoyer en faveur de leurs droits auprès des ministres des affaires sociales, des enseignements maternel et primaire, de la santé, et du Cadre de Vie. Ce plaidoyer a conduit à la prise des engagements concrets par les Ministres pour améliorer la situation des enfants au Bénin. En collaboration avec la Fondation Claudine Talon, la Poste du Bénin et l'Union Postale Universelle, le UNICEF a également récompensé 13 enfants ayant produit des lettres appelant au respect de leurs droits. Ces efforts ont positionné l'UNICEF comme un médiateur influent pour amplifier la voix des enfants du Bénin.

UNICEF a aussi renforcé les capacités de 20 journalistes, 4 médias nationaux et 2 radios communautaires qui ont reçu des formations et un soutien technique, contribuant à une meilleure couverture médiatique sur les droits des enfants. Enfin, plusieurs visites de terrain avec des médias et personnalités influentes, dont les Ambassadeurs de Bonne Volonté de l'UNICEF Angélique Kidjo et Mikko Franck, ont également permis d'appuyer le plaidoyer en faveur des enfants au niveau national et international.

La dimension genre a été un aspect important dans la mise en œuvre du programme pays. En ligne avec cette priorité, les efforts du bureau pays ont permis : 1) dans le domaine de la Protection, la mise en œuvre de la stratégie nationale contre le mariage des enfants en appui au Gouvernement, la mobilisation de 537 adolescents dont 288 filles et l'affirmation de normes sociales favorables aux droits des adolescentes, ainsi que la création et le lancement d'une base de données sur les cas de violences et intégrant la dimension genre par le Gouvernement a été soutenu ; 2) dans le domaine de l'éducation, des efforts délibérés pour renforcer l'accès et la rétention de filles et adolescentes à l'école, notamment par la distributions des kits scolaires à environ 92.000 filles des établissements scolaires dans les 3 départements et la dotation de 93 établissements scolaires du secondaire en latrines et douches ; 3) dans la santé, un paquet intégré pour la santé et le bien-être des adolescentes a été modélisé pour promouvoir un environnement scolaire protecteur et pour prévenir le VIH, l'anémie et la malnutrition ; et enfin 4) des analyses secondaires de l'Enquête Démographique et de Santé sur le mariage

des adolescentes et les violences faites aux femmes ont été conduites en soutien à l'INSAE pour informer les politiques et programmes publics.

Les efforts du bureau pour l'équilibre de genre ont abouti à une parité parfaite parmi le personnel international et une amélioration de 42% de femmes en 2018 à 47% en 2019 sur l'ensemble du personnel du bureau.

UNICEF a accordé une attention particulière à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA). L'ensemble du personnel du bureau pays a complété la formation y relative, le point focal PSEA du bureau a facilité le développement d'un plan d'action qui est en cours de mise en œuvre. Une composante PSEA a été introduite dans la formation HACT des partenaires de mise en œuvre tant gouvernementaux que des organisations de la société civile. Au total, 204 personnes ont été formées dont 53 femmes (26%).

En réponse aux recommandations du rapport du Groupe de Travail Indépendant, un processus participatif a permis le développement d'un plan d'action du bureau. Des formations sur la gestion de carrière et la gestion de performance ont été faites en faveur de tout le personnel. Un système de reconnaissance du staff a été développé à travers un processus participatif facilité par l'Association du Personnel. Les demandes de stretch assignment et FWA sont approuvées autant que possible. Le bureau pays a poursuivi ses efforts sur l'amélioration de l'environnement de vie et de travail du personnel, notamment l'amélioration du système de sécurité, peinture intérieure et extérieure du bâtiment; installation de grilles anti-moustiques, de stores sur toutes les fenêtres de bureau, d'un défibrillateur avec organisation d'une séance d'orientation sur son utilisation pour le personnel ; réaffectation de toilettes pour les femmes; mise en œuvre du projet d'écologisation et d'accessibilité etc.

La mobilisation de ressources pour le programme est en bonne voie, avec 43.5% du financement OR déjà disponible dans la première année.

### Lessons Learned and Innovations

Au cours de cette première année de mise en œuvre de son nouveau Programme de Coopération, UNICEF a appris plusieurs leçons, dont les quatre majeures sont reprises ci-dessous.

La génération et/ou l'utilisation systématique des évidences probantes, couplées à un plaidoyer coordonné avec les autres partenaires, notamment la société civile constituent un atout essentiel pour convaincre et déclencher les actions en faveur des enfants. C'est ainsi par exemple que, 1) les conclusions des analyses sur les dépenses publiques sur l'éducation réalisées avec le soutien technique et financier de l'UNICEF, suivies d'un plaidoyer conjoint par UNICEF-SWB- a permis l'augmentation de la ligne du budget nationale destinée aux manuels scolaires de 100 millions à 1 milliard de francs CFA entre 2019 et 2020 ; 2) en ligne avec la note budgétaire sur les affaires sociales développée avec l'appui financier et technique de l'UNICEF et le plaidoyer de UNICEF ensemble avec la société civile (SWB, etc.), le gouvernement a alloué dans les délais, de ressources financières à 85 CPS selon l'allocation majorée depuis 2018 de plus de 340.000.000 francs CFA.

La coordination effective des efforts entre PTFs dans le soutien à la mise en œuvre est indispensable pour offrir des services de qualité à un plus grand nombre d'enfants. Ceci a été le cas, 1) dans le cadre de la prise en charge des enfants victimes d'abus sexuel où le renforcement de synergie d'actions entre les sections du bureau de l'UNICEF et les autres partenaires (Médecins du Monde, Caritas, DEDRAS, USAID, Plan International, TDH, Care International, etc.) a permis un meilleur accès aux services de qualité aux enfants ; et 2) dans la distribution des fournitures scolaires pour l'année scolaire 2019 – 2020. Plutôt que d'aller en ordre dispersé, UNICEF ensemble avec les autres PTFs (Plan International, Educo et la Fondation MTN du secteur Privé.) de l'Éducation ont soutenu le Gouvernement pour harmoniser le contenu des kits scolaires et ont mis ensemble leurs contributions permettant ainsi d'éviter les doublons et d'avoir une couverture plus grande.

Les innovations pertinentes, bien conduites et rapidement mises en valeur (showcase), offrent une opportunité pour l'accélération des résultats pour les enfants. A titre d'illustration, 1) une approche initiée par UNICEF comportant la correction du dénominateur dans le calcul de la couverture vaccinale a permis d'améliorer la couverture en Penta 3 dans les 14 zones sanitaires soutenues par UNICEF. Le partage de cette expérience a déjà permis son adoption par le ministère de la santé et son extension à 18 autres zones sanitaires. Son extension sera poursuivie en 2020 ; 2) un modèle de soins optimisé en faveur du couple mère-nouveau-né, incluant le recours aux bracelets électroniques pour le dépistage précoce des baisses de températures chez les nouveau-nés avec un faible poids de naissance initié par UNICEF, a été présenté aux partenaires techniques tels que la Banque mondiale, l'USAID et la Coopération Technique Belge (Enabel) lors d'une mission de terrain dans le cadre de la visite conjointe entre le ministère de la santé et les PTFs. A la suite de la visite, ces partenaires techniques et financiers ont exprimé leur intérêt de soutenir la mise à l'échelle de cette approche dans leurs zones de couverture.

Enfin, le changement des politiques nationales a occasionné des délais dans la mise en œuvre des activités importantes prévues en 2019. Par exemple, 1) la révision de la politique nationale sur la santé communautaire a été une contrainte significative à la mise en œuvre des activités à base communautaire et a ralenti l'extension des activités déjà en cours du fait qu'il faille attendre d'avoir les nouvelles directives opérationnelles ; et 2) la finalisation et la mise en œuvre du Plan de Formation Continue des enseignants a été ralenti par la non disponibilité de la Politique Nationale de l'Enseignant qui doit fournir les orientations stratégiques à la formation des enseignants. Ceci indique la nécessité de notre capacité d'anticipation et de clairvoyance pour prendre en compte ces changements de nos planifications.

En plus des innovations déjà mentionnées ci-dessus, UNICEF Benin a soutenu trois autres innovations importantes suivantes. La mise en réseau des acteurs en charge de la vaccination par WhatsApp (EQUIVAC) pour un suivi hebdomadaire des couvertures vaccinales en Penta 3. Grâce ce réseau, les acteurs de terrain envoient leurs données de couvertures qui sont analysées régulièrement avec un feedback automatique et la comparaison des performances.

Le développement d'une application mobile dénommée "VAXYRAPPEL" qui permet grâce à la digitalisation des informations relatives aux naissances d'envoyer directement aux mères d'enfants de moins de 5 ans des messages vocaux pour le rappel des rendez de vaccination. Le même système intègre le rappel des rendez-vous pour la réalisation du PCR chez les enfants nés de mères séropositives. L'application a été développé dans le cadre du projet "innov4children" qui a soutenu trois projets d'application mobiles créés par 12 jeunes Béninois pour offrir une réponse créative aux problèmes des enfants. Cette innovation a démontré qu'en donnant l'opportunité aux jeunes, ils sont capables de mettre à profit leur inventivité au service des droits de l'enfant.

Le nouveau système d'information (SIDoFFE-NG) assortie d'une application Web est une innovation qui va permettre aux Centres de Promotion Sociale d'accéder directement au système pour l'entrée et la gestion des données collectées sans être dépendants du niveau central.

Les leçons apprises de la première année de mise en œuvre du programme pays réconfortent la pertinence des stratégies retenues par UNICEF dans les théories de changement et les cadres de résultats de différentes composantes du programme pays. Dans le cadre de son Plan de Gestion Annuel (AMP) 2020, le bureau pays prendra avantages des opportunités émergentes observées en 2019 pour intensifier ses efforts visant l'accélération des résultats pour les enfants, surtout les plus défavorisés, avec une attention particulière sur les aspects ci-dessous.

Construisant sur l'engouement créée parmi les partenaires et le ministère autour des innovations initiées dans le domaine de la santé, UNICEF déploiera les efforts nécessaires pour matérialiser la mise à l'échelle de ces innovations en 2020, en particulier celle sur l'approche équité sur la vaccination afin d'accélérer le KRC1.



# Country Office Annual Report 2019

## Benin



---

UNICEF capitalisera sur son rôle de Chef de file du secteur Education pour mobiliser davantage un partenariat agissant pour soutenir et accélérer les efforts initiés par le Gouvernement dans le domaine de l'éducation, en particulier l'amélioration de la qualité (KRC4).

Enfin, UNICEF prendra avantage de la mobilisation croissante parmi les acteurs aux niveaux national, départemental, local et communautaire pour intensifier les efforts de lutte contre les violences faites aux enfants en particulier les violences sexuelles (KRC5) et le mariage des enfants (KRC6), avec espoir de célébrer le premier village "Zéro Mariage d'enfants" d'ici la fin de 2020.